

**DOSSIER D'EXPERTS**

2<sup>e</sup> édition

GOUVERNANCE LOCALE

# La participation citoyenne

Enjeux et outils d'engagement démocratique

**Véronique Morel**

Garante auprès de la Commission Nationale du Débat Public  
et professeure intervenante à Grenoble École de Management

**territorial** *éditions*

# La participation citoyenne

Enjeux et outils d'engagement démocratique

Face à la panne démocratique qui touche les pays occidentaux dont la France, cet ouvrage, entièrement remis à jour, propose des solutions concrètes et inspirantes.

De nombreux cas concrets tirés de l'actualité récente et analysés dans ce livre illustrent comment élus, techniciens des collectivités territoriales ou citoyens peuvent mettre en œuvre des démarches participatives à l'échelle de leur territoire.

La France ne manque ni de dispositifs ni d'institutions pour encourager la participation, mais sa culture peine à s'enraciner. Ce livre montre, par des exemples concrets, ce qui peut « faire démocratie » dans notre pays, et de quelle manière.

Enrichi par les réflexions de chercheurs et professionnels reconnus, parmi lesquels notamment Pierre-Yves Guihéneuf, délégué général de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, Anne Muxel, directrice de recherche au CNRS, Sylvie Barnezet, Pascal Jarry et Damien Mouchague, membres de l'Institut de la concertation et de la participation citoyenne, cet ouvrage est un outil précieux pour tous ceux qui veulent construire une démocratie plus vivante et inclusive.

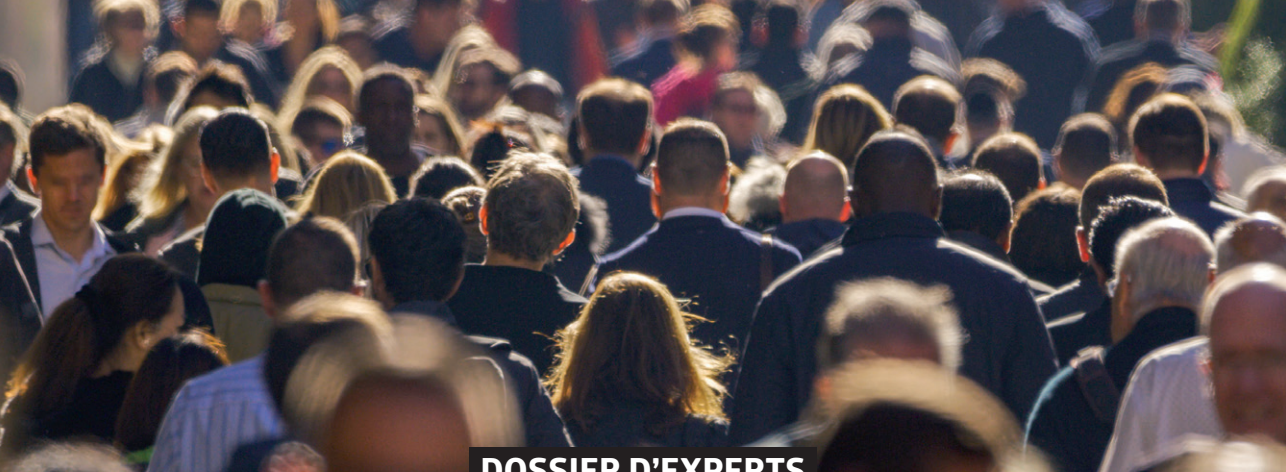


Après avoir occupé différents postes à responsabilité dans de grands groupes internationaux, **Véronique Morel** s'est tournée vers le développement territorial et les outils de l'intelligence collective au service de la démocratie locale. Elle est aujourd'hui garante auprès de la Commission Nationale du Débat Public, et intervient également à Grenoble École de Management comme professeure.

**boutique.territorial.fr**

ISSN : 1623-8869 – ISBN : 978-2-8186-2185-1

**territorial** éditions



**DOSSIER D'EXPERTS**

2<sup>e</sup> édition

**GOUVERNANCE LOCALE**

# La participation citoyenne

Enjeux et outils d'engagement démocratique

**Véronique Morel**

Garante auprès de la Commission Nationale du Débat Public,  
et professeure intervenante à Grenoble École de Management

**territorial** *éditions*

CS 70215 - 38501 Voiron Cedex - Tél.: 04 76 65 87 17 - Référence TDE 854A

Retrouvez tous nos ouvrages sur [boutique.territorial.fr](http://boutique.territorial.fr)

**Vous souhaitez  
nous contacter  
à propos de votre ouvrage ?**

## C'est simple !

Il vous suffit d'**envoyer un mail** à :  
[service-client-editions@territorial.fr](mailto:service-client-editions@territorial.fr)  
en précisant l'objet de votre demande.

Pour connaître l'ensemble de nos publications,  
rendez-vous sur notre boutique en ligne  
[boutique.territorial.fr](http://boutique.territorial.fr)

### **Avertissement de l'éditeur:**

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur  
de recourir à un professionnel du droit.  
Nous sommes vigilants concernant les autorisations  
de reproduction et indiquons systématiquement  
les sources des schémas, images, tableaux, etc.  
Pour toute demande de modification, mise à jour  
ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage,  
merci de contacter les éditions Territorial.

 <p><b>DANGER</b> LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE</p>	<p>Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie. <b>CFC</b> 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70</p>
---	---



© Territorial, Voiron

ISBN: 978-2-8186-2185-1

ISBN version numérique: 978-2-8186-2186-8

Imprimé par Reprotechnic, à Bourgoin-Jallieu (38) - Mars 2024

Dépôt légal à parution

# Sommaire

---

Préface.....	p.9
Introduction.....	p.13

## Partie 1

### **France : la démocratie en panne ?**

<b>Le grand entretien</b>	
<b>Les Français sont-ils désengagés de la vie politique ?</b> .....	p.17
Introduction.....	p.21
<b>Chapitre I</b>	
<b>Droit de vote et élections en France</b> .....	p.23
A - Le droit de vote en France.....	p.23
B - Les différents modes de scrutin et rendez-vous électoraux.....	p.25
C - La comptabilisation des votes.....	p.27
<b>Chapitre II</b>	
<b>La France, une démocratie de l'abstention ?</b> .....	p.29
A - La montée de l'abstention lors des grands rendez-vous électoraux.....	p.29
B - L'électeur intermittent.....	p.33
<b>Chapitre III</b>	
<b>La représentativité des élus en question</b> .....	p.35
A - Sociologie des 35 000 maires de France élus en 2014 et 2020.....	p.35
B - Sociologie des députés élus en 2017 et 2022.....	p.36
<b>Chapitre IV</b>	
<b>Les Français et leurs élus : l'heure du désamour</b> .....	p.39
A - La crise de confiance entre les Français et les élus.....	p.39
B - L'engagement dans les partis politiques est au plus bas.....	p.41

## Chapitre V

<b>La désaffection progressive concernant les organisations syndicales</b> .....	p.43
A - Comment définir les corps intermédiaires? .....	p.43
B - Le recul du syndicalisme en France .....	p.44
C - La perte de confiance envers l'action syndicale .....	p.46

## Chapitre VI

<b>Le contexte de la montée des outils digitaux: NTIC, réseaux sociaux, une opportunité?</b> .....	p.47
A - Les grands chiffres du Web et des réseaux sociaux en 2019 .....	p.47
B - L'enjeu du digital et les nouvelles armes de l'influence politique .....	p.48

<b>Conclusion</b> .....	p.51
-------------------------	------

# Partie 2

## **Les nouvelles formes de participation spontanées ou organisées**

### Le grand entretien

<b>Quelle participation citoyenne dans le contexte français?</b> .....	p.55
--	------

<b>Introduction</b> .....	p.59
---------------------------	------

### Chapitre I

<b>Citoyenneté et engagement associatif en France</b> .....	p.61
A - L'engagement bénévole en chiffres .....	p.61
B - Le poids économique du monde associatif .....	p.62
C - Les motivations de l'engagement bénévole aujourd'hui .....	p.63
D - Les nouveaux collectifs citoyens .....	p.64

### Chapitre II

<b>Les <i>Civic Tech</i> au service d'une nouvelle citoyenneté</b> .....	p.65
A - Les sites de pétitions en ligne .....	p.66
B - Les sites veillant sur la transparence de la vie politique .....	p.68
C - Les sites cherchant à promouvoir la participation citoyenne .....	p.69
D - L'apport des <i>Civic Tech</i> dans le processus démocratique .....	p.70

### Chapitre III

<b>Le nouveau paysage des mouvements de protestation depuis 2010</b> .....	p.73
A - Les principales caractéristiques des nouveaux mouvements de protestation .....	p.73
B - Le mouvement des Indignés (2011) .....	p.74
C - <i>Occupy Wall Street</i> (2011) .....	p.75
D - Le mouvement des Pigeons (2012) .....	p.75
E - La Manif' pour tous (2012) .....	p.76
F - Je suis Charlie (2015) .....	p.77
G - Nuit debout (2016) .....	p.78
H - <i>Fridays For Future</i> (2018) .....	p.79

I - Les Gilets jaunes (2018-2019) .....	p.80
J - Les ZAD : de l'engagement à l'activisme .....	p.81
<b>Conclusion</b> .....	p.83

## Partie 3

### Dispositifs et actions participatives en France

#### Le grand entretien

<b>Diffuser la démocratie par le déploiement des dispositifs de participation</b> .....	p.87
Une participation imposée? .....	p.88
Les pouvoirs publics, diffuseurs de démocratie .....	p.89

<b>Introduction</b> .....	p.91
---------------------------	------

#### Chapitre I

<b>Les instances et les dispositifs organisant la participation en France</b> .....	p.93
A - La Commission nationale du débat public .....	p.93
B - Les concertations préalables menées par la Commission nationale du débat public .....	p.95
C - Les procédures d'enquête publique .....	p.96
D - Le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) .....	p.97
E - Les concertations organisées par le Sénat .....	p.98

#### Chapitre II

<b>Droit de pétition et référendums</b> .....	p.101
A - Le droit de pétition en France .....	p.101
B - Le dispositif de l'initiative citoyenne européenne (ICE) .....	p.102
C - Les référendums en France .....	p.103
D - Les limites du référendum à la française .....	p.105

#### Chapitre III

<b>Organiser la participation au niveau local</b> .....	p.107
A - La nécessaire transition démocratique des intercommunalités .....	p.108
B - Des conseils de développement aux conseils citoyens .....	p.109
C - Comment Mulhouse devient territoire hautement citoyen .....	p.112
D - Comment Paris cherche à renforcer la participation citoyenne .....	p.114
E - Saillans (2014-2020) : une expérience municipale citoyenne .....	p.116
F - La métropole de Grenoble lance sa convention citoyenne pour le climat en 2022 .....	p.118
G - Marseille lance son assemblée citoyenne du futur en mars 2023 .....	p.119

#### Chapitre IV

<b>Le cas des budgets participatifs</b> .....	p.121
A - Historique et principe de fonctionnement .....	p.121
B - En France, un nouvel élan depuis 2014 .....	p.121
C - Intérêts et limites des budgets participatifs .....	p.123

<b>Conclusion</b> .....	p.125
-------------------------	-------

## Partie 4

# Quelle démocratie pour demain ?

### Le grand entretien

**Pour une participation citoyenne permanente et éclairée** ..... p.129

**Introduction** ..... p.135

### Chapitre I

**Participer, qu'est-ce que cela signifie ?** ..... p.137

A - Participer en tant que citoyen ..... p.137

B - Accueillir et encourager la participation en tant qu'élu ou décideur ..... p.138

C - L'enjeu de la participation des femmes, de la diversité des origines,  
des publics précaires et des jeunes ..... p.141

D - Le partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) ..... p.143

### Chapitre II

**Démocratie directe : remède ultime ou trompeuse utopie ?** ..... p.145

A - L'attrait renouvelé pour la démocratie directe ..... p.145

B - À l'extrême, le rejet de toute forme de médiation et de représentation ..... p.146

C - Ce qui « fait démocratie » ..... p.147

### Chapitre III

**Apports et limites de la démocratie numérique** ..... p.149

A - Internet est-il un outil de démocratie suffisamment inclusif ? ..... p.149

B - La participation des publics jeunes grâce au numérique ..... p.151

C - La délicate question de la représentativité et de l'analyse des contributions  
en ligne ..... p.152

1. La représentativité des participants et des contributions ..... p.152

2. Le traitement des données recueillies ..... p.153

D - Pour une complémentarité des méthodes ..... p.155

### Chapitre IV

**Tirage au sort et démocratie délibérative** ..... p.157

A - Objectifs et principe des dispositifs de tirage au sort ..... p.158

B - Tirage au sort et représentativité ..... p.158

C - Mini-publics et sondages délibératifs ..... p.159

1. Les mini-publics ..... p.160

2. Les sondages délibératifs ..... p.161

D - Tirage au sort : les ingrédients du succès ..... p.162

## Chapitre V

<b>Les expériences internationales qui inspirent la France</b> .....	p.165
A - Les exemples de la Suisse et de la Californie .....	p.165
B - L'intelligence collective, moteur de la démocratie délibérative .....	p.167
C - En France, le Grand Débat national précède la première Convention citoyenne pour le climat en 2019 .....	p.168
D - La Convention citoyenne sur la fin de vie (2022-2023) .....	p.170
<b>Conclusion</b> .....	p.171
<b>Conclusion générale</b> .....	p.173



## Préface

---



Pierre-Yves Guihéneuf a été médiateur et praticien de la concertation, avant d'être délégué général de l'Institut de la concertation et de la participation citoyenne (ICPC) et rédacteur en chef du média *démocratieS* jusqu'en 2024. Il est garant pour la Commission nationale du débat public.

**Depuis son origine, la participation citoyenne se donne comme ambition de renouveler la démocratie, d'améliorer la relation entre les citoyens et leurs représentants, de construire l'intérêt général et de participer à prendre les décisions qui engagent la collectivité.** Si cet ouvrage s'ouvre et se conclut par une réflexion sur l'état de la démocratie en France, c'est évidemment avec raison.

**Historiquement, la démocratie participative est une revendication citoyenne.** Elle émerge dans les années 1960 dans plusieurs pays, notamment en France où des groupes d'action municipale et des ateliers populaires d'urbanisme sont alors portés par des habitants qui demandent la reconnaissance de leurs savoirs d'usage et souhaitent contribuer à la décision publique. À peu près à la même époque, certains défis environnementaux, notamment la gestion des ressources en eau, provoquent sur les territoires la mobilisation d'acteurs divers, publics et privés. Ceux-ci font rapidement le constat que l'organisation d'un dialogue structuré entre eux est indispensable à une action efficace sur le terrain.

Dans le domaine des sciences, les contributions des citoyens sont bien plus anciennes, comme dans l'astronomie où les amateurs et les scientifiques ont une (très) longue tradition de coopération. Dans d'autres domaines, comme celui de la santé, des malades et leurs familles ont pris plus récemment une place grandissante dans l'interlocution avec les chercheurs et les médecins. **Mais c'est principalement dans le domaine des politiques urbaines et celui de l'environnement que les pratiques participatives sont le plus développées et que des acteurs se sont constitués progressivement.** Du côté de la société civile, ce sont les « citoyens » ou les « habitants », souvent regroupés

en collectifs informels ou en associations. Du côté des pouvoirs publics, ce sont les collectivités territoriales : d'abord les villes, puis les intercommunalités et les départements.

Il est important de noter que **c'est d'abord du local qu'est née la participation citoyenne** et que les territoires ont joué un rôle majeur dans l'émergence des dispositifs participatifs, la capitalisation des expériences, la formation des élus, des agents, des professionnels et des nombreux citoyens engagés. **Ce n'est que plus tardivement que l'État prendra progressivement un rôle structurant** en bâtissant, à partir des années 1980 et surtout dans les années 2000, un arsenal réglementaire qui donnera une forte impulsion à ces pratiques, en créant des institutions spécialisées, puis enfin en s'appliquant à lui-même les principes de participation dans la définition des politiques publiques nationales.

Quel que soit leur niveau, les institutions publiques n'ont en effet pas tardé à comprendre l'intérêt d'une participation des citoyens à l'action publique. Certains responsables politiques y ont vu une possible réponse au désamour entre les administrés et leurs représentants, une opportunité de créer du lien, d'expliquer des choix publics et peut-être de faire en sorte que ceux-ci soient mieux compris.

Parmi les agents de la fonction publique, même si la participation de « profanes » a souvent été vécue comme une remise en cause de l'expertise, elle a également permis de mobiliser des savoirs issus de l'expérience et de faire comprendre la difficulté des contraintes auxquelles sont confrontés les aménageurs.

D'autres ont vu dans la participation citoyenne un moyen de désamorcer de possibles conflits en réaction à des projets qui impactent le cadre de vie de la population, en identifiant des points d'achoppement et en y remédiant précocement.

Certains pensent que le débat contradictoire, y compris avec les citoyens, est une condition indispensable pour construire des décisions fiables, c'est-à-dire pour faire des choix solides que l'on ne regrettera pas après quelques années.

D'autres enfin, dans le sillage de penseurs et de philosophes, estiment que la participation citoyenne, en misant sur la qualité des échanges et la construction de consensus larges, peut renouveler notre façon de concevoir l'intérêt général et contribuer à « démocratiser la démocratie ».

Tout cela n'a pas été sans susciter des appréciations contraires et provoquer des joutes animées dans les conseils municipaux et jusqu'à l'Assemblée nationale, ce qui explique les imprécisions de nombreux textes juridiques et les dévoiements de certains dispositifs, mais progressivement, la participation citoyenne a cessé de faire peur aux décideurs et s'est inscrite dans nos pratiques ordinaires.

Pour autant, les promesses sont-elles tenues ? **La participation citoyenne peut-elle vraiment revivifier et consolider la démocratie représentative ?** Il est sans doute tôt pour le dire et il est certain que la tâche n'est pas achevée.

**D'un côté, les démocraties ne semblent pas toujours en mesure d'amorcer les changements sociétaux à la hauteur des défis d'aujourd'hui** qui sont rappelés dans cet ouvrage : transition écologique, révolution numérique, bouleversement de l'information avec ce que cela suppose de déplacement des rapports de force dans la société et de redéfinition des rôles de chacun. Critiqués, les régimes démocratiques sont de plus en plus menacés par les populismes et la tentation du recours à l'autorité. La participation citoyenne se développe mais – on l'a vu avec certaines conventions citoyennes – des

processus menés dans les règles de l'art peuvent très bien déboucher sur des propositions audacieuses qui ne sont pas (ou peu) mises en pratique, faute de relais politique suffisant.

**D'un autre côté, les retours d'expérience se multiplient et montrent que des processus participatifs bien conduits peuvent modifier durablement les rapports entre acteurs concernés, créer de la confiance, contribuer à inventer de nouveaux modes de coopération, être à l'origine de décisions plus pertinentes et socialement mieux acceptées.** La remise en question des modes de décision traditionnels percole dans de nombreux milieux, depuis les entreprises jusqu'aux collectifs d'opposants à des projets. Les succès comme les échecs de nouvelles gouvernances sont scrutés et capitalisés. Les compétences tirées de l'expérience se développent, débouchant sur une sophistication des méthodes, une consolidation des enseignements, une professionnalisation du secteur. Des chercheurs, souvent critiques et bons connaisseurs du terrain, contribuent à une remise en cause permanente des acquis. Véronique Morel en cite un certain nombre contribuant, avec les praticiens, à faire du monde de la participation citoyenne un champ de pratiques vivifiant.

Ce livre propose un panorama complet, raisonnablement optimiste et sans complaisance des pratiques participatives aujourd'hui. Chaque lecteur en tirera ses propres conclusions. En ce qui me concerne, une piste de réflexion me semble mériter d'être explorée à la lecture de cet ouvrage.

**Si le champ des pratiques participatives, depuis une cinquantaine d'années, reste vivace et capable de se remettre en cause, c'est la résultante de l'interaction, plus ou moins bien coordonnée selon les périodes de l'histoire, de quatre principaux secteurs : celui des pratiques sociales, celui de la recherche, celui de l'action publique et celui des professionnels de la participation.**

**Les pratiques sociales des habitants et de leurs collectifs** ont été dès l'origine un véritable moteur d'innovation. Aujourd'hui, les nouveaux engagements des citoyens, leur mobilisation et leurs réactions aux initiatives politiques montrent une forte perméabilité avec le contexte sociétal contemporain. Véronique Morel leur consacre avec raison un chapitre de cet ouvrage. Il faut prêter un regard attentif aux mobilisations citoyennes, y compris les plus contestataires qui dessinent des voies nouvelles, et d'autres, plus modérées et plus discrètes mais non pas moins puissantes, qui font bouger la société.

**La recherche ensuite** : outre leur rôle d'aiguillon, les penseurs de l'action publique nous obligent à prendre du recul, à ne pas limiter les pratiques participatives à de sympathiques innovations dans l'air du temps et à prendre conscience de leur potentiel transformateur. Certains d'entre eux ont été et sont encore des inspireurs pour de très nombreux praticiens, élus locaux et citoyens. Favoriser le dialogue entre chercheurs et praticiens ne peut que faire progresser l'action collective.

**L'action publique, quant à elle, a joué un rôle déterminant dans le développement des pratiques participatives dans notre pays.** Cependant, les collectivités et l'État ont contribué à la diffusion des méthodes mais également à leur « domestication ». La volonté d'encourager s'accompagne d'un désir de canaliser l'énergie des citoyens au service d'objectifs propres aux institutions. Si d'énormes efforts ont été faits pour crédibiliser les méthodes, leur traduction effective dans la décision publique reste très insuffisante. Les citoyens, qui n'en sont pas dupes, nourrissent de ce fait une position contrastée : très favorables au principe de la participation, comme on le constate dans les sondages, ils

restent prudents quand il s'agit de se mobiliser effectivement. Comment repenser l'action des pouvoirs publics pour honorer enfin la promesse faite aux citoyens ?

**Enfin, le quatrième secteur qui s'est constitué progressivement à partir des années 1990 est celui des professionnels de la participation.** Les agents de collectivité, les consultants spécialisés, les salariés d'association, d'entreprise ou de la fonction publique d'État ont acquis une compétence dans le domaine. Les garants diffusent des principes et des méthodes bien au-delà de leur champ d'intervention. Ils sont devenus des moteurs d'innovation méthodologique et tentent de bâtir des garde-fous pour préserver la qualité des démarches, mais ils doivent aussi composer avec les logiques institutionnelles. Leur professionnalisation reste un enjeu et celle-ci doit s'accompagner de leur part d'un effort de réflexivité permanent qui passe par leur mise en réseau et auquel cet ouvrage apporte également une contribution bienvenue.

**La qualité des échanges entre ces quatre secteurs de la société** est une condition pour que chacun se laisse interpeller, prenne conscience de ses propres logiques, se remette en cause et progresse. Pour cela, il faut multiplier les occasions de dialogue, les rencontres, les communications. La construction de nouvelles pratiques démocratiques ne pourra pas être le fait d'un seul de ces acteurs mais bien de leur interaction constructive.

## Introduction

---

En France comme dans de nombreux pays, la démocratie est malmenée, pour ne pas dire véritablement en crise. Les mouvements sociaux récents en sont une claire illustration, ainsi que la montée de l'abstention lors des rendez-vous électoraux. La défiance qui s'est installée entre les citoyens et les élus de tous bords. Le sujet de la participation citoyenne s'impose comme l'une des voies d'un renouveau démocratique espéré. Sous quelles formes, sur quels sujets, avec quelles implications et quelles suites ? C'est le sujet que cet ouvrage se propose d'explorer.

L'ampleur, la diversité des développements et expérimentations récentes en matière de démarches participatives m'ont imposé de faire des choix et d'abandonner l'objectif d'être exhaustive. Je pense néanmoins pouvoir apporter un éclairage synthétique et clair sur les enjeux et les champs d'application que pourrait couvrir la participation citoyenne, notamment en France.

Bien entendu les mots ont leur importance et j'aurais pu choisir de définir chacun des concepts et chacune des facettes de l'idée de démocratie, que l'on ne peut s'empêcher de définir par un adjectif (démocratie représentative, directe, participative, délibérative, contributive, inclusive, permanente, horizontale, liquide...), j'ai préféré aborder certaines de ces notions et les faire découvrir au fur et à mesure par l'exemple et l'analyse, pour s'attacher au sens et au contenu plutôt qu'à une définition.

Plongeons-nous tout d'abord dans les ressorts de la « panne démocratique » française et dans ses manifestations les plus évidentes, avant d'en venir aux formes les plus vivantes de la participation citoyenne : monde associatif ou mouvements de contestation... l'engagement citoyen se réinvente et se renouvelle, l'essor des *Civic Tech* apportant son lot d'innovation et de nouvelles pratiques ! L'exploration des différents dispositifs, règlements, droits et institutions ainsi que les diverses initiatives récentes tels que les budgets participatifs montrent que les possibilités ne manquent pas pour qui, élu ou citoyen, souhaite s'engager dans une démarche participative. La dernière partie de cet ouvrage tentera de dessiner les traits de la démocratie que nous pourrions imaginer pour demain en faisant appel notamment à différentes expériences déjà menées avec succès dans des pays voisins ou plus lointains.

Je souhaite ici également vivement remercier les différents chercheurs et intervenants que j'ai pu interviewer et qui ont accepté de nourrir cet ouvrage de leur vision et de leur expérience.

Bonne lecture!



Partie 1

---

# **France : la démocratie en panne ?**



## Le grand entretien

# Les Français sont-ils désengagés de la vie politique ?

### Anne Muxel (Cevipof)



Anne Muxel est directrice de recherches en sociologie et en science politique au CNRS (Cevipof/Sciences Po). Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des formes du lien des individus à la politique et plus largement du système démocratique, au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements (nouvelles formes d'expression politique, rapport au vote, modes de socialisation et de construction de l'identité politique). Elle a mené de nombreux travaux sur la transmission des valeurs dans la dynamique générationnelle et est une spécialiste reconnue des études sur la jeunesse. Ses derniers ouvrages sont : *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Seuil, Paris, 2008 ; avec

Bruno Cautrès, *Comment les électeurs font-ils leur choix? Le panel électoral français 2007*, Presses de Sciences Po, Paris, 2009 ; *Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement*, Seuil, Paris, 2010. Elle a dirigé plusieurs ouvrages collectifs aux Presses de Sciences Po, *La politique au fil de l'âge*, paru en 2011, *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, en 2013, *Temps et politique. Les recompositions de l'identité*, en 2016, *Croire et faire croire. Usages politiques de la croyance*, en 2017. Elle a dirigé avec Olivier Galland l'ouvrage *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, publié aux PUF en avril 2018. Elle vient de publier *Politiquement jeune* aux Éditions de l'Aube, un livre-portrait de la jeunesse en politique, dans lequel elle présente et discute les tensions, voire les paradoxes dans les formes actuelles de politisation portées par les jeunes générations, et plus récemment elle a dirigé en collaboration avec Bruno Cautrès un ouvrage collectif, *Histoire d'une révolution électorale (2015-2018)*, aux Éditions Classiques Garnier, dans lequel la séquence électorale de la présidentielle et des législatives de 2017 est revisitée.

Elle a la responsabilité du domaine Défense et société de l'Institut stratégique de l'école militaire (IRSEM) au ministère de la Défense. Elle est membre du comité de rédaction de la *Revue française de sociologie*. Elle est membre élue du conseil de gestion du CEVIPOF. Elle fait également partie du conseil scientifique et d'orientation de l'INJEP, du conseil scientifique de la CNAF. Enfin, elle est membre du conseil scientifique du Mémorial du camp de Rivesaltes.

Véronique Morel : **Bonjour Anne Muxel, et tout d'abord merci de nous accorder cet entretien. Pour commencer, quel regard portez-vous sur la lente, mais inexorable montée de l'abstention lors des rendez-vous électoraux en France ?**

Anne Muxel : *Nous observons en effet depuis environ trente ans en France, mais également dans l'ensemble des démocraties occidentales une montée de l'abstention que je pourrais expliquer par deux facteurs complémentaires.*

*Premièrement, une évolution du comportement électoral avec une individualisation progressive du rapport à la politique. Auparavant, voter faisait partie de la norme civique, de ce qui était attendu de tout citoyen. De devoir, le vote est aujourd'hui devenu un droit que l'on choisit d'exercer ou non. De même, l'abstention s'est développée au point de gagner petit à petit en légitimité et même d'être à présent considérée comme un droit et une forme d'expression. C'est un profond changement du rapport au vote comme outil de la démocratie représentative.*

*L'on parle d'électeur intermittent pour décrire ce comportement qui consiste à voter ou pas selon l'enjeu perçu du scrutin, plus ou moins important, plus ou moins impliquant à titre personnel.*

*Cette forme de distance ou d'indifférence est également l'expression d'un certain mécontentement, ce qui nous amène à mon deuxième facteur expliquant la montée de l'abstention : la montée de la défiance envers la politique en général et les élus dans les démocraties occidentales.*

*En s'éloignant et en se retirant de la décision électorale, les citoyens se tiennent à distance du fait politique pouvant ainsi mettre à mal la démocratie dans sa dimension représentative. Dans le même temps, ils se montrent plus exigeants vis-à-vis de leurs représentants élus notamment concernant l'efficacité de l'action publique. Nous assistons finalement à travers ces évolutions à une redéfinition profonde de la façon dont se vit le régime démocratique, et de ce que l'on peut en attendre dans la société française comme dans la plupart des démocraties occidentales.*

**V.M. : À l'occasion des dernières élections européennes en mai 2019, on a pu observer un léger rebond du taux de participation. À votre avis, est-ce le marqueur d'une tendance profonde ou simplement conjoncturelle ?**

A.M. : *Oui les élections de mai dernier ont montré un léger sursaut de la participation en France et d'ailleurs dans plusieurs pays européens. Mais je ne pense pas que l'on puisse pour autant prévoir un retournement profond de la participation civique. Nous allons fonctionner durablement avec un fort volant d'abstention.*

*Ce sursaut est à mon sens le résultat d'une forte politisation de l'enjeu européen autour des questions soulevées par le Brexit, de la montée des populismes, des questions de l'environnement ou encore des enjeux posés par la crise migratoire qui sont des préoccupations fortes. L'Europe est peu à peu davantage considérée comme un espace politique où peuvent se cristalliser ces enjeux, pouvant par conséquent inciter les électeurs à se déplacer pour voter en plus grand nombre.*

*En France, le clivage instrumentalisé dans la campagne électorale entre les « progressistes » et les « nationaux » a pu contribuer aussi à politiser l'enjeu de cette élection.*